

CAHIER DES CONDITIONS DE VENTE

CLAUSES ET CONDITIONS auxquelles seront adjugés en l'audience des saisies immobilières du Juge de l'Exécution du Tribunal Judiciaire de NANTERRE, séant dite ville au Palais de Justice, salle ordinaire desdites audiences, au plus offrant et dernier enchérisseur.

SUR SAISIE IMMOBILIERE

EN DEUX LOTS

A COURBEVOIE (Hauts de Seine), ZAC CHARRAS NORD, 4 à 10 rue Kléber,

- Premier lot de vente : au 2^{ème} étage un studio, au 3^{ème} sous-sol une cave et un emplacement de voiture,
- Deuxième lot de vente : au 7^{ème} étage un appartement et un débarras, au 3^{ème} sous-sol une cave et deux emplacements de voiture.

Aux requêtes, poursuites et diligences de la société [REDACTED] [REDACTED] Société Financière, Société Anonyme au capital de 1.259.850.270 €, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS sous le numéro [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] SIRET 30249327500044, dont le siège social est situé 50 boulevard de Sébastopol, 75003 PARIS, agissant poursuites et diligences de son Directeur Général domicilié en cette qualité audit siège,

Ayant pour Avocat Maître Séverine RICATEAU, représentant la SELARL SLRD AVOCATS, Avocat au Barreau des HAUTS DE SEINE, demeurant 95 avenue de Paris, 92320 CHATILLON,

Laquelle est constituée à l'effet d'occuper sur les présentes poursuites de saisie immobilière et leurs suites.

ENONCIATIONS PRELIMINAIRES

EN VERTU de la copie dûment en forme exécutoire :

- 1) D'un jugement rendu par le Tribunal d'Instance de COURBEVOIE le 26 juin 2017, signifié le 10 juillet 2017 et définitif au vu d'un certificat de non-appel en date du 16 août 2017 ayant condamné solidairement Monsieur et Madame [REDACTED] à payer à la société [REDACTED] la somme de 7.014,68 € avec intérêts au taux légal à compter du 8 juillet 2016 avec capitalisation des intérêts, 300 € au titre de l'article 700 du Code de Procédure Civile et les dépens,

Sommes garanties par une inscription d'hypothèque judiciaire provisoire publiée au Service de la Publicité Foncière de NANTERRE 1 le 6 juillet 2016, volume 2016 V n° 1722, confirmée par une inscription d'hypothèque judiciaire définitive régularisée le 28 août 2017 au Service de la Publicité Foncière de NANTERRE 1, volume 2017 V n° 3181, et par une inscription d'hypothèque légale publiée le 10 mai 2022 SAGES 9214P03 2022 V n° 3793.

- 2) D'un jugement rendu par la 6^{ème} Chambre, Pôle Civil, du Tribunal de Grande Instance de NANTERRE en date du 7 juin 2019, signifié le 26 juin 2019 et définitif au vu d'un certificat de non-appel en date du 1^{er} août 2019, ayant condamné solidairement [REDACTED] et Madame [REDACTED] épouse [REDACTED] à payer à la société [REDACTED] la somme de 14.989,03 € en principal, outre les intérêts au taux légal à compter du 3 juin 2014 sur la somme de 11.072,01 € et à compter du 20 avril 2016 sur le surplus, 2.000 € au titre de l'article 700 du Code de Procédure Civile et les dépens,

Sommes garanties par une inscription d'hypothèque judiciaire provisoire régularisée au Service de la Publicité Foncière de NANTERRE 1 le 21 juillet 2016, volume 2016 V n° 1859, renouvelée le 24 mai 2019, SAGES 9214P01 2019 V n° 2174, confirmée par une inscription d'hypothèque judiciaire définitive publiée le 16 septembre 2019, SAGES 9214P01 2019 V n° 3635, et par une inscription d'hypothèque légale publiée le 10 juin 2022, SAGES 9214P03 2022 V n° 3803.

- 3) D'un jugement rendu par la 6^{ème} Chambre, Pôle Civil, du Tribunal Judiciaire de NANTERRE en date du 23 juillet 2021, signifié le 13 septembre 2021 et définitif au vu d'un certificat de non-appel en date du 27 octobre 2021 ayant condamné solidairement [REDACTED] et Madame [REDACTED] épouse [REDACTED] à payer à la société [REDACTED] la somme de 231.374,86 € en principal, outre les intérêts au taux légal à compter du 15 avril 2019, 1.200 € au titre de l'article 700 du Code de Procédure Civile et les dépens.

Sommes garanties par une inscription d'hypothèque judiciaire provisoire régularisée au Service de la Publicité Foncière de NANTERRE 3 le 10 novembre 2020, SAGES 9214P03 2020 V n° 2862 confirmée par une inscription d'hypothèque judiciaire définitive publiée le 23 novembre 2021, SAGES 9214P03 2021 V n° 9959, et par une inscription d'hypothèque légale publiée le 10 mai 2022, SAGES 9214P03 2022 V n° 3805.

- 4) D'un jugement rendu par la 6^{ème} Chambre, Pôle Civil, du Tribunal Judiciaire de NANTERRE le 11 mars 2022 avec exécution provisoire, signifié le 21 avril 2022 et définitif au vu d'un certificat de non appel en date du 2 juin 2022, condamnant solidairement [REDACTED] et Madame [REDACTED] épouse [REDACTED] à payer à la société [REDACTED] la somme de 724.359,68 € avec intérêt au taux légal à compter du 23 février 2017, outre les intérêts échus, 2.000 € au titre de l'article 700 du Code de Procédure Civile, et les dépens.

Sommes garanties par une inscription d'hypothèque judiciaire provisoire régularisée au Service de la Publicité Foncière de NANTERRE 1 le 5 juillet 2017, volume 2017 V n° 2395, renouvelée le 19 février 2020, SAGES 9214P01 2020 V n° 710, confirmée une inscription d'hypothèque judiciaire définitive publiée le 5 juillet 2022, SAGES 9214P03 2022 V n° 5338 et par une inscription d'hypothèque légale publiée le 24 juin 2022 SAGES 9214P03 2022 V n° 5008.

Le poursuivant, sus dénommé et domicilié a, suivant exploit de Maître Fabien TOMMASONE, Commissaire de Justice associé de la SARL LEROI à NANTERRE, en date du 3 septembre 2025, fait signifier commandement à :

- 1) Monsieur [REDACTED] époux [REDACTED] né le [REDACTED] de nationalité française, demeurant [REDACTED]

2) Madame [REDACTED] épouse [REDACTED] née le 11 août 1976 à PARIS 14^{ème} arrondissement (75), de nationalité française, demeurant [REDACTED] – [REDACTED]

D'avoir à payer dans les **HUIT JOURS** au requérant à l'acte, entre les mains du Commissaire de Justice, ayant charge de recevoir, ou encore entre les mains de l'Avocat constitué, sus dénommé et domicilié,

La somme de 1.271.353,42 € en principal, intérêts et accessoires arrêtés au 13/04/2025, se décomposant comme suit :

1) Prêt M11053699801 - jugement du 26/06/2017 du Tribunal d'Instance de COURVEVOIE

➤ Principal (déduction faite des versements à bonne date) :	4.708,27 €	
➤ * Intérêts au taux légal du 02/01/2017 au 12/11/2021 et au taux légal majoré de 5 points du 13/11/2021 au 13/04/2025	1.464,14 €	
* Intérêts au taux légal majoré de 5 points du 14/04/2025 jusqu'à parfait paiement	MEMOIRE	
➤ Accessoires :		
• Article 700 du Code de Procédure Civile :	300,00 €	
• Dépens :	2.000,00 €	
	2.300,00 €	2.300,00 €
Total sauf mémoire au 13/04/2025		8.472,41 €

2) Prêt M11044193801 - jugement du 7 juin 2019

➤ Principal (déduction faite des versements à bonne date) :	11.123,13 €	
➤ * Intérêts au taux légal sur 7.206,11 € du 23/06/2015 au 31/07/2019 et au taux légal majoré de 5 points du 01/08/2019 au 13/04/2025 et intérêts au taux légal sur 3.917,02 € du 20/04/2016 au 31/07/2019 et au taux légal majoré de 5 points du 01/08/2019 au 13/04/2025	4.798,31 €	
* Intérêts au taux légal majoré de 5 points du 14/04/2025 jusqu'à parfait paiement	MEMOIRE	
➤ Accessoires :		
• Article 700 du Code de Procédure Civile :	2.000,00 €	
• Dépens :	8.362,73 €	
	10.362,73 €	10.362,73 €
Total sauf mémoire au 13/04/2025		26.284,17 €

3) Prêt M11044193801 – jugement du 23 juillet 2021

➤ Principal :	231.374,86 €
➤ * Intérêts au taux légal du 15/04/2019 au 26/10/2021 et au taux légal majoré de 5 points du 27/10/2021 au 13/04/2025	67.797,78 €
* Intérêts au taux légal majoré de 5 points du 14/04/2025 jusqu'à parfait paiement	MEMOIRE
➤ Accessoires :	
• Article 700 du Code de Procédure Civile : 1.200,00 €	
• Dépens : 8.098,43 €	8.362,73 €

	9.562,73 €
	9.562,73 €
Total sauf mémoire au 13/04/2025	308.735,57 €

**4) Prêt M11053699801 - jugement du Tribunal Judiciaire de NANTERRE
du 11 mars 2022**

➤ Principal :	724.359,68 €
➤ * Intérêts au taux légal du 23/02/2017 au 30/06/2022 et au taux légal majoré de 5 points du 01/07/2023 au 13/04/2025	201.501,59 €
* Intérêts au taux légal majoré de 5 points sur du 14/04/2025 jusqu'à parfait paiement	MEMOIRE
➤ Accessoires :	
• Article 700 du Code de Procédure Civile :	2.000,00 €

Total sauf mémoire au 13/04/2025	927.861,27 €

Total général sauf mémoire au 13/04/2025 1.271.353,42 €

Ce commandement a été publié au SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE
de NANTERRE le 22 septembre 2025, volume 2025 S n° 78.

Par exploit de la SARL LEROI
Commissaire de justice à NANTERRE
en date du 3 novembre 2025

la société [REDACTED] Société Financière, Société Anonyme au capital de 1.259.850.270 €, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS sous le numéro [REDACTED] SIRET 30249327500044, dont le siège social est situé 50 boulevard de Sébastopol, 75003 PARIS, a donné assignation à [REDACTED] et à Madame [REDACTED] épouse [REDACTED] d'avoir à comparaître à l'audience d'orientation du jeudi 4 décembre 2025 à 15 heures devant le Juge de l'Exécution du Tribunal Judiciaire de NANTERRE

Une copie intégrale de cette assignation est annexée à la suite du présent cahier.

DESIGNATION GENERALE DE L'IMMEUBLE

Dans un ensemble immobilier sis à 92400 COURBEVOIE, ZAC CHARRAS NORD, 4 à 10 rue Kléber,

Cadastré section Z n° 345, lieu-dit « 4 rue Kléber », pour 14a 92ca.

Etant précisé que la parcelle Z n° 345 provient de la réunion des parcelles cadastrées section Z 292, 294, 297, 300 et 303 suivant procès-verbal du cadastre n° 1543 du 5 juin 1998 publié au 1^{er} bureau des Hypothèques de NANTERRE le 8 juin 1998, volume 1998 P n° 4262.

L'immeuble comprend un bâtiment unique dénommé 9B, élevé sur trois niveaux de sous-sol occupant la quasi-totalité de la parcelle, d'un rez-de-chaussée et de sept étages partiels carrés,

Jardins sur dalles dont parties font l'objet de jouissances privatives et des espaces verts aménagés aux alentours du bâtiment avec deux passages communs traversant le bâtiment.

Ce bâtiment est divisé en trois corps de bâtiment, respectivement désignés Escalier 4, Escalier 6 et Escalier 8, étant précisé qu'en revanche, il ne comporte que deux entrées sur la rue, les corps de bâtiments 6 et 8 ayant une entrée commune.

Une rampe située à l'extrémité gauche du bâtiment assure la desserte des sous-sols.

DESIGNATION DES BIENS ET DROITS
IMMOBILIERS MIS EN VENTE

1^{er} lot de vente :

LOT NUMERO CINQUANTE (50) de l'état descriptif de division :

Au deuxième étage, escalier 6, un studio n° 224 comprenant entrée, salle de séjour, cuisine, salle de bains, water-closet et balcon

Et les 513/100.000èmes des parties communes générales de l'immeuble.

LOT NUMERO CENT SOIXANTE SIX (166) de l'état descriptif de division :

Au troisième sous-sol, accès par les escaliers 4B-8A et 8B et l'ascenseur 6, une cave n° 145

Et les 10/100.000èmes des parties communes générales.

LOT NUMERO DEUX CENT QUATRE VINGT SIX (286) de l'état descriptif de division :

Au troisième sous-sol, accès par les escaliers 4B-8A et 8B et les ascenseurs 6 et 8, un emplacement de voiture n° 285

Et les 43/100.000èmes des parties communes générales.

2^{ème} lot de vente :

LOT NUMERO SOIXANTE SEPT (67) de l'état descriptif de division :

Au septième étage, escalier 6, un appartement n° 271 comprenant : entrée, salle de séjour, cuisine, quatre chambres, salle de bains, salle d'eau, dégagement, deux water-closets et deux terrasses,

Et les 2.172/100.000èmes des parties communes générales.

LOT NUMERO SOIXANTE DIX (70) de l'état descriptif de division :

Au septième étage, escalier 6, deuxième porte à gauche en sortant de l'ascenseur, un débarras n° 272,

Et les 54/100.000èmes des parties communes générales.

LOT NUMERO CENT SOIXANTE DOUZE (172) de l'état descriptif de division :

Au troisième sous-sol, accès par les escaliers 4B-8A et 8B et l'ascenseur 6, une cave n° 151,

Et les 22/100.000èmes des parties communes générales.

LOT NUMERO DEUX CENT SOIXANTE DOUZE (272) de l'état descriptif de division :

Au troisième sous-sol, accès par les escaliers 4B-8A et 8B et les ascenseurs 6 et 8, un emplacement de voiture n° 271

Et les 43/100.000èmes des parties communes générales.

LOT NUMERO DEUX CENT SOIXANTE TREIZE (273) de l'état descriptif de division :

Au troisième sous-sol, accès les escaliers 4B-8A et 8B et les ascenseurs 6 et 8, un emplacement de voiture n° 272

Et les 53/100.000èmes des parties communes générales.

Observation étant ici faite qu'un procès-verbal de description a été dressé par Maître Fabien TOMMASONE, Commissaire de Justice à NANTERRE, le 8 octobre 2025 dont copie est donnée ci-après.

Tels au surplus que lesdits biens et droits immobiliers existent, s'étendent, se poursuivent et comportent avec toutes aisances, circonstances et dépendances et tous droits pouvant y être attachés, sans aucune exception ni réserve.

OBSERVATIONS

Cet ensemble immobilier a fait l'objet d'un état descriptif de division selon acte reçu par Maître Alix d'OCAGNE, notaire à PARIS, le 30 juillet 2009, publié au 1^{er} bureau des Hypothèques de NANTERRE le 14 septembre 2009 SAGES 9214P01 2009 P n° 4790.

Ce règlement de copropriété devra être observé par l'adjudicataire qui devra au surplus se conformer à la loi du 10 juillet 1965 portant statut de la copropriété des immeubles divisés par appartements.

La loi N°65-557 du 10 juillet 1965 (Article 48) a abrogé le chapitre II de la loi du 28 juin 1938 intitulé « Dispositions régissant les copropriétaires d'immeuble ». Elle constitue aujourd'hui la charte de la copropriété et doit s'appliquer immédiatement. Aux termes de l'article 43 de ladite loi, toutes les clauses du règlement de copropriété contraires aux dispositions des Articles 6 à 17, 19 à 37 et 42 sont réputées non écrites.

Un exemplaire du règlement de copropriété sera remis à l'adjudicataire par l'avocat poursuivant.

ORIGINE DE PROPRIETE

L'origine de propriété qui va suivre résulte de l'analyse des actes reçus par Maître Alix d'OCAGNE, Notaire à PARIS 8^{ème} arrondissement), le 29 juin 2011 pour les lots 50, 166 et 286 et le 18 juillet 2011 pour les lots 67, 70, 172, 272 et 273.

En la personne de [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] et de Madame [REDACTED] épouse [REDACTED] parties saisies.

1^{er} lot de vente : lots 50, 166 et 286

Les biens objets de la présente vente, appartiennent à [REDACTED] [REDACTED] et à Madame [REDACTED] épouse [REDACTED] susdénommés, pour les avoir acquis selon acte reçu par Maître Alix d'OCAGNE

Publié le 7 juillet 2011, SAGES 9214P01 2011 P n° 5197.

De la société dénommée [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] société civile immobilière immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED]

Pour le prix principal de 220.000 €.

2^{ème} lot de vente : lots 67, 70, 172, 272 et 273

Les biens objets de la présente vente, appartiennent à [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] et à Madame [REDACTED] [REDACTED] épouse [REDACTED] susdénommés, pour les avoir acquis selon acte reçu par Maître Alix d'OCAGNE,

Publié le 31 août 2011 SAGES 9214P01 2011 P n° 6678.

De la société dénommée [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] société civile immobilière immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED]

Pour le prix principal de 664.700 €.

En ce qui concerne les origines antérieures, l'adjudicataire en fera son affaire personnelle et il est d'ores et déjà autorisé à se procurer à ses frais exclusifs tous actes de propriété antérieure qu'il avisera, toutes autorisations lui étant données par le poursuivant, lequel ne pourra en aucun cas être inquiété, ni recherché, à ce sujet.

CAHIER DES CONDITIONS DE VENTE

SUR SAISIE IMMOBILIERE

CHAPITRE 1^{er} : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1^{er} – CADRE JURIDIQUE

Le présent cahier des conditions de vente s'applique à la vente de biens immobiliers régie par les articles du Code des procédures civiles d'exécution relatifs à la saisie immobilière.

ARTICLE 2 – MODALITES DE LA VENTE

La saisie immobilière tend à la vente forcée de l'immeuble du débiteur ou, le cas échéant, du tiers détenteur en vue de la distribution de son prix.

Le saisi peut solliciter à l'audience d'orientation l'autorisation de vendre à l'amiable le bien dont il est propriétaire.

Le juge peut autoriser la vente amiable selon des conditions particulières qu'il fixe et à un montant en deçà duquel l'immeuble ne peut être vendu.

A défaut de pouvoir constater la vente amiable conformément aux conditions qu'il a fixées, le juge ordonne la vente forcée.

ARTICLE 3 – ETAT DE L'IMMEUBLE

L'acquéreur prendra les biens dans l'état où ils se trouvent au jour de la vente, sans pouvoir prétendre à aucune diminution de prix, ni à aucune garantie ou indemnité contre le poursuivant, la partie saisie ou ses créanciers pour dégradations, réparations, défauts d'entretien, vices cachés, vices de construction, vétusté, erreurs dans la désignation, la consistance ou la contenance alors même que la différence excéderait un vingtième, ni à raison des droits de mitoyenneté ou de surcharge des murs séparant lesdits biens des propriétés voisines, alors même que ces droits seraient encore dus et sans garantie de la nature, ni de la solidité du sol ou du sous-sol en raison des carrières et des fouilles qui ont pu être faites sous sa superficie, des excavations qui ont pu se produire, des remblais qui ont pu être faits, des éboulements et glissements de terre.

L'acquéreur devra en faire son affaire personnelle, à ses risques et périls sans aucun recours contre qui que ce soit.

En vertu des dispositions de l'article 1649 du code civil, l'acquéreur ne bénéficiera d'aucune garantie des vices cachés.

ARTICLE 4 – BAUX, LOCATIONS ET AUTRES CONVENTIONS

L'acquéreur fera son affaire personnelle, pour le temps qui restera à courir, des baux en cours.

Toutefois, les baux consentis par le débiteur après la délivrance du commandement de payer valant saisie sont opposables au créancier poursuivant comme à l'acquéreur. La preuve de l'antériorité du bail peut être faite par tout moyen.

L'acquéreur sera subrogé aux droits des créanciers pour faire annuler s'il y a lieu les conventions qui auraient pu être conclues en fraude des droits de ceux-ci.

Il tiendra compte, en sus et sans diminution de son prix, aux différents locataires, des loyers qu'ils auraient payés d'avance ou de tous dépôts de garantie versés à la partie saisie et sera subrogé purement et simplement, tant activement que passivement dans les droits, actions et obligations de la partie saisie.

Me nê

ARTICLE 5 – PREEMPTION ET DROITS ASSIMILES

Les droits de préemption ou assimilés s'imposeront à l'acquéreur conformément à la loi.

Si l'acquéreur est évincé du fait de l'un de ces droits, il n'aura aucun recours contre le poursuivant à raison de l'immobilisation des sommes par lui versées ou à raison du préjudice qui pourrait lui être occasionné.

ARTICLE 6 – ASSURANCES ET ABONNEMENTS DIVERS

L'acquéreur fera son affaire personnelle de tous contrats ou abonnements relatifs à l'immeuble qui auraient pu être souscrits ou qui auraient dû l'être, sans aucun recours contre le poursuivant et l'avocat rédacteur du cahier des conditions de vente.

La responsabilité du poursuivant ne peut en aucun cas être engagée en cas d'absence d'assurance.

L'acquéreur sera tenu de faire assurer l'immeuble dès la vente contre tous les risques, et notamment l'incendie, à une compagnie notoirement solvable et ce pour une somme égale au moins au prix de la vente forcée.

En cas de sinistre avant le paiement intégral du prix, l'indemnité appartiendra de plein droit à la partie saisie ou aux créanciers visés à l'article L. 331-1 du Code des procédures civiles d'exécution à concurrence du solde dû sur ledit prix en principal et intérêts.

En cas de sinistre non garanti du fait de l'acquéreur, celui-ci n'en sera pas moins tenu de payer son prix outre les accessoires, frais et dépens de la vente.

ARTICLE 7 – SERVITUDES

L'acquéreur jouira des servitudes actives et souffrira toutes les servitudes passives, occultes ou apparentes, déclarées ou non, qu'elles résultent des lois ou des règlements en vigueur, de la situation des biens, de contrats, de la prescription et généralement quelles que soient leur origine ou leur nature ainsi que l'effet des clauses dites domaniales, sauf à faire valoir les unes et à se défendre des autres, à ses risques, périls, frais et fortune, sans recours contre qui que ce soit.

CHAPITRE II : ENCHERES

ARTICLE 8 – RECEPTION DES ENCHERES

Les enchères ne sont portées, conformément à la loi, que par le ministère d'un avocat postulant près le Tribunal Judiciaire devant lequel la vente est poursuivie.

Pour porter des enchères, l'avocat devra se faire remettre tous éléments relatifs à l'état civil ou à la dénomination de ses clients ainsi que s'enquérir auprès du client et sur déclaration de celui-ci, de sa capacité juridique, de sa situation juridique, et s'il s'agit d'une personne morale, de la réalité de son existence, de l'étendue de son objet social et des pouvoirs de son représentant.

ARTICLE 9 – GARANTIE À FOURNIR PAR L'ACQUEREUR

Avant de porter les enchères, l'avocat se fait remettre par son mandant et contre récépissé une caution bancaire irrévocable ou un chèque de banque rédigé à l'ordre du séquestre désigné, représentant 10 % du montant de la mise à prix avec un minimum de 3.000 euros.

La caution ou le chèque lui est restitué, faute d'être déclaré acquéreur.

En cas de surenchère, la caution bancaire ou le chèque est restitué en l'absence de contestation de la surenchère.

Si l'acquéreur est défaillant, la somme versée ou la caution apportée est acquise aux vendeurs et à leurs créanciers ayant droit à la distribution et, le cas échéant, pour leur être distribuée avec le prix de l'immeuble.

12e nde

ARTICLE 10 – SURENCHERE

La surenchère est formée sous la constitution d'un avocat postulant près le Tribunal Judiciaire compétent dans les dix jours qui suivent la vente forcée.

La surenchère est égale au dixième au moins du prix principal de vente. Elle ne peut être rétractée.

La publicité peut être effectuée par l'avocat du créancier poursuivant.

En cas de pluralité de surenchérisseurs, les formalités de publicité seront accomplies par l'avocat du premier surenchérisseur. A défaut, le créancier ayant poursuivi la première vente peut y procéder.

L'acquéreur sur surenchère doit régler les frais de la première vente en sus des frais de son adjudication sur surenchère.

L'avocat du surenchérisseur devra respecter les dispositions générales en matière d'enchères.

Si au jour de la vente sur surenchère, aucune enchère n'est portée, le surenchérisseur est déclaré acquéreur pour le montant de sa surenchère.

ARTICLE 11 – REITERATION DES ENCHERES

A défaut pour l'acquéreur de payer dans les délais prescrits le prix ou les frais taxés, le bien est remis en vente à la demande du créancier poursuivant, d'un créancier inscrit ou du débiteur saisi, aux conditions de la première vente forcée.

Si le prix de la nouvelle vente forcée est inférieur à celui de la première, l'enchérisseur défaillant sera contraint au paiement de la différence par toutes les voies de droit, selon les dispositions de l'article L. 322-12 du Code des procédures civiles d'exécution.

L'enchérisseur défaillant conserve à sa charge les frais taxés lors de la première audience de vente. Il sera tenu des intérêts au taux légal sur son enchère passé un délai de deux mois suivant la première vente jusqu'à la nouvelle vente. Le taux d'intérêt sera majoré de cinq points à l'expiration d'un délai de quatre mois à compter de la date de la première vente définitive, conformément aux dispositions de l'article L. 313-3 du code monétaire et financier.

En aucun cas, l'enchérisseur défaillant ne pourra prétendre à la répétition des sommes versées.

Si le prix de la seconde vente est supérieur à la première, la différence appartiendra aux créanciers et à la partie saisie.

L'acquéreur à l'issue de la nouvelle vente doit les frais afférents à celle-ci.

CHAPITRE III : VENTE

ARTICLE 12 – TRANSMISSION DE PROPRIETE

L'acquéreur sera propriétaire par le seul effet de la vente sauf exercice d'un droit de préemption ou des droits assimilés conformément à la loi.

L'acquéreur ne pourra, avant le versement du prix et le paiement des frais, accomplir un acte de disposition sur le bien à l'exception de la constitution d'une hypothèque accessoire à un contrat de prêt destiné à financer l'acquisition de ce bien.

Avant le paiement intégral du prix, l'acquéreur ne pourra faire aucun changement notable, aucune démolition ni aucune coupe extraordinaire de bois, ni commettre aucune détérioration dans les biens, à peine d'être contraint à la consignation immédiate de son prix, même par voie de réitération des enchères.

ARTICLE 13 – DESIGNATION DU SEQUESTRE

Les fonds à provenir de la vente décidée par le Juge de l'Exécution seront séquestrés entre les mains du Bâtonnier de l'Ordre des Avocats du barreau de l'avocat postulant, pour être

districués entre les créanciers visés à l'article L. 331-1 du Code des procédures civiles d'exécution.

Le séquestre désigné recevra également l'ensemble des sommes de toute nature résultant des effets de la saisie.

Les fonds séquestrés produisent intérêts au taux de 105 % de celui servi par la Caisse des Dépôts et Consignations au profit du débiteur et des créanciers, à compter de leur encaissement et jusqu'à leur distribution.

En aucun cas, le séquestre ne pourra être tenu pour responsable ou garant à l'égard de quiconque des obligations de l'acquéreur, hors celle de représenter en temps voulu, la somme séquestrée et les intérêts produits.

ARTICLE 14 – VENTE AMIALE SUR AUTORISATION JUDICIAIRE

Le débiteur doit accomplir les diligences nécessaires à la conclusion de la vente amiable.

L'accomplissement des conditions de la vente amiable décidée au préalable par le juge sera contrôlé par lui.

Le prix de vente de l'immeuble, ses intérêts, ainsi que toute somme acquittée par l'acquéreur en sus du prix de vente, à quelque titre que ce soit, sont versés entre les mains de la Caisse des Dépôts et Consignations conformément à l'article R. 322-23 du code des procédures civiles d'exécution. Ils sont acquis au débiteur et aux créanciers participant à la distribution.

Toutefois, les frais taxés, auxquels sont ajoutés les émoluments calculés selon le tarif en vigueur sont versés directement par l'acquéreur, conformément à l'article 1593 du code civil, en sus du prix de vente, à l'avocat poursuivant, à charge de restitution en cas de jugement refusant de constater que les conditions de la vente sont remplies et ordonnant la vente forcée, ou aux fins d'encaissement en cas de jugement constatant la vente amiable.

Le juge s'assure que l'acte de vente est conforme aux conditions qu'il a fixées, que le prix a été consigné, et que les frais taxés et émoluments de l'avocat poursuivant ont été versés, et ne constate la vente que lorsque ces conditions sont remplies. A défaut, il ordonne la vente forcée.

ARTICLE 15 – VENTE FORCEE

Au plus tard à l'expiration du délai de deux mois à compter de la vente définitive, l'acquéreur sera tenu impérativement et à peine de réitération des enchères de verser son prix en principal entre les mains du séquestre désigné, qui en délivrera reçu.

Si le paiement intégral du prix intervient dans le délai de deux mois de la vente définitive, l'acquéreur ne sera redevable d'aucun intérêt.

Passé ce délai de deux mois, le solde du prix restant dû sera augmenté de plein droit des intérêts calculés au taux légal à compter du prononcé du jugement d'adjudication.

Le taux d'intérêt légal sera majoré de cinq points à l'expiration du délai de quatre mois du prononcé du jugement d'adjudication, conformément à l'article L. 313-3 du code monétaire et financier.

L'acquéreur qui n'aura pas réglé l'intégralité du prix de la vente dans le délai de deux mois supportera le coût de l'inscription du privilège du vendeur, si bon semble au vendeur de l'inscrire, et de sa radiation ultérieure.

Le créancier poursuivant de premier rang devenu acquéreur, sous réserve des droits des créanciers privilégiés pouvant le primer, aura la faculté, par déclaration au séquestre désigné et aux parties, d'opposer sa créance en compensation légale totale ou partielle du prix, à ses risques et périls, dans les conditions de l'article 1347 et suivants du Code civil.

ARTICLE 16 – PAIEMENT DES FRAIS DE POURSUITES ET DES EMOLUMENTS

Conformément à l'article 1593 du code civil, l'acquéreur paiera entre les mains et sur les quittances de l'avocat poursuivant, en sus du prix et dans le délai d'un mois à compter de la vente définitive, la somme à laquelle auront été taxés les frais de poursuites et le montant des émoluments fixés selon le tarif en vigueur, majorés de la TVA applicable.

Mé nê

Il fournira justificatif au greffe de la quittance des frais de vente avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive. Le titre de vente ne sera délivré par le greffe du juge de l'exécution qu'après la remise qui aura été faite de la quittance des frais de vente, laquelle quittance demeurera annexée au titre de vente.

Si la même vente comprend plusieurs lots vendus séparément, les frais taxables de poursuites sont répartis proportionnellement à la mise à prix de chaque lot.

ARTICLE 17 – DROITS DE MUTATION

L'acquéreur sera tenu d'acquitter, en sus de son prix, et par priorité, tous les droits d'enregistrement et autres auxquels la vente forcée donnera lieu. Il en fournira justificatif au greffe avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive.

Si l'immeuble présentement vendu est soumis au régime de la TVA, le prix de vente est hors taxes. Dans ce cas, l'acquéreur devra verser au Trésor, d'ordre et pour le compte du vendeur (partie saisie) et à sa décharge, en sus du prix de vente, les droits découlant du régime de la TVA dont ce dernier pourra être redevable à raison de la vente forcée, compte tenu de ses droits à déduction, sauf à l'acquéreur à se prévaloir d'autres dispositions fiscales et, dans ce cas, le paiement des droits qui en résulterait sera libératoire.

Les droits qui pourront être dus ou perçus à l'occasion de locations ne seront à la charge de l'acquéreur que pour le temps postérieur à son entrée en jouissance, sauf son recours, s'il y a lieu, contre son locataire.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours contre quiconque du montant et des justificatifs des droits à déduction que le vendeur pourrait opposer à l'administration fiscale.

ARTICLE 18 – OBLIGATION SOLIDAIRE DES CO-ACQUEREURS

Les co-acquéreurs et leurs ayants droit seront obligés solidairement au paiement du prix et à l'exécution des conditions de la vente forcée.

CHAPITRE IV : DISPOSITIONS POSTERIEURES A LA VENTE

ARTICLE 19 – DELIVRANCE ET PUBLICATION DU JUGEMENT

L'acquéreur sera tenu de se faire délivrer le titre de vente et, dans le mois de sa remise par le greffe :

a) de le publier au service de la publicité foncière dans le ressort duquel est situé l'immeuble mis en vente ;

b) de notifier au poursuivant, et à la partie saisie si celle-ci a constitué avocat, l'accomplissement de cette formalité ;

le tout à ses frais.

Lors de cette publication, l'avocat de l'acquéreur sollicitera la délivrance d'états sur formalité. Ces états sont obligatoirement communiqués à l'avocat poursuivant.

A défaut de l'accomplissement des formalités prévues aux paragraphes précédents, dans le délai imparti, l'avocat du créancier poursuivant la distribution pourra procéder à la publication du titre de vente, le tout aux frais de l'acquéreur.

A cet effet, l'avocat chargé de ces formalités se fera remettre par le greffe toutes les pièces prévues par les articles 22 et 34 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 ; ces formalités effectuées, il en notifiera l'accomplissement et leur coût à l'avocat de l'acquéreur par acte d'avocat à avocat, lesdits frais devront être remboursés dans la huitaine de ladite notification.

ARTICLE 20 – ENTREE EN JOUISSANCE

L'acquéreur, bien que propriétaire par le seul fait de la vente, entrera en jouissance :

a) Si l'immeuble est libre de location et d'occupation ou occupé, en tout ou partie par des personnes ne justifiant d'aucun droit ni titre, à l'expiration du délai de surenchère ou en cas de surenchère, le jour de la vente sur surenchère.

15 e n° 4

b) Si l'immeuble est loué, par la perception des loyers ou fermages à partir du 1^{er} jour du terme qui suit la vente forcée ou en cas de surenchère, à partir du 1^{er} jour du terme qui suit la vente sur surenchère.

c) Si l'immeuble est loué partiellement, l'entrée en jouissance aura lieu pour les parties libres de location selon le paragraphe a ci-dessus et pour les parties louées selon le paragraphe b du présent article.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours envers qui que ce soit, de toutes expulsions nécessaires et bénéficiera des indemnités d'occupation qui seraient dues.

L'acquéreur peut mettre à exécution le titre d'expulsion dont il dispose à l'encontre du saisi, et de tout occupant de son chef n'ayant aucun droit qui lui soit opposable, à compter de la consignation du prix et du paiement des frais taxés.

ARTICLE 21 – CONTRIBUTIONS ET CHARGES

L'acquéreur supportera les contributions et charges de toute nature, dont les biens sont ou seront grevés, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

Si l'immeuble vendu se trouve en copropriété, l'adjudicataire devra régler les charges de copropriété dues, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

En ce qui concerne la taxe foncière, il la remboursera au prorata temporis à première demande du précédent propriétaire et sur présentation du rôle acquitté.

ARTICLE 22 – TITRES DE PROPRIÉTÉ

En cas de vente forcée, le titre de vente consiste dans l'expédition du cahier des conditions de vente revêtue de la formule exécutoire, à la suite de laquelle est transcrit le jugement d'adjudication.

Pour les titres antérieurs, le poursuivant n'en ayant aucun en sa possession, l'acquéreur ne pourra pas en exiger, mais il est autorisé à se faire délivrer à ses frais, par tous dépositaires, des expéditions ou extraits de tous actes concernant la propriété.

En cas de vente amiable sur autorisation judiciaire, le titre de vente consiste dans l'acte notarié et le jugement constatant la réalisation des conditions de la vente passé en force de chose jugée.

ARTICLE 23 – PURGE DES INSCRIPTIONS

Le séquestre ou la consignation du prix et le paiement des frais de la vente purgent de plein droit l'immeuble de toute hypothèque et de tout privilège.

L'acquéreur peut demander, avant la procédure de distribution, au juge de l'exécution la radiation des inscriptions grevant l'immeuble.

En ce cas, l'acquéreur sera tenu d'avancer tous frais de quittance ou de radiation des inscriptions grevant l'immeuble dont il pourra demander le remboursement dans le cadre de la distribution du prix au titre des dispositions de l'article 2375, 1° du Code civil.

ARTICLE 24 – PAIEMENT PROVISIONNEL DU CRÉANCIER DE PREMIER RANG

Après la publication du titre de vente et au vu d'un état hypothécaire, le créancier de premier rang pourra, par l'intermédiaire de son avocat, demander au juge de l'exécution, dans la limite des fonds séquestrés, le paiement à titre provisionnel de sa créance en principal.

Les intérêts, frais et accessoires de la créance sont payés une fois le projet de distribution devenu définitif.

Le paiement effectué en vertu de la présente clause est provisionnel et ne confère aucun droit à son bénéficiaire, autre que celui de recevoir provision à charge de faire admettre sa créance à titre définitif dans le cadre de la procédure de distribution, à peine de restitution.

Dans le cas où un créancier serait tenu à restitution de tout ou partie de la somme reçue à titre provisionnel, celle-ci serait productive d'un intérêt au taux légal à compter du jour du règlement opéré par le séquestre.

16 e rôle

ARTICLE 25 – DISTRIBUTION DU PRIX DE VENTE

La distribution du prix de l'immeuble, en cas de vente forcée ou de vente amiable sur autorisation judiciaire, sera poursuivie par l'avocat du créancier saisissant ou, à défaut, par l'avocat du créancier le plus diligent ou du débiteur, conformément aux articles R. 331-1 à R. 334-3 du Code des procédures civiles d'exécution.

Les frais de la distribution et la rétribution de l'avocat chargé de la distribution, calculés conformément au tarif en vigueur, seront prélevés sur les fonds à répartir.

ARTICLE 26 – ELECTION DE DOMICILE

Le poursuivant élit domicile au cabinet de l'avocat constitué.

L'acquéreur élit domicile au cabinet de son avocat par le seul fait de la vente.

Les domiciles élus conserveront leurs effets quels que soient les changements qui pourraient survenir dans les qualités ou l'état des parties.

CHAPITRE V : CLAUSES SPECIFIQUES

ARTICLE 27 – IMMEUBLES EN COPROPRIETE

L'avocat du poursuivant devra notifier au syndic de copropriété l'avis de mutation prévu par l'article 20 de la loi du 10 juillet 1965 (modifiée par L. n° 94-624 du 21 juillet 1994).

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

L'avocat de l'acquéreur, indépendamment de la notification ci-dessus, dans le cas où l'immeuble vendu dépend d'un ensemble en copropriété, en conformité avec l'article 6 du décret n° 67-223 du 17 mars 1967, est tenu de notifier au syndic dès que la vente sera définitive, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la désignation du lot ou de la fraction de lot, les nom, prénom, domicile réel ou élu de l'acquéreur.

ARTICLE 28 – IMMEUBLES EN LOTISSEMENT

L'avocat du poursuivant devra notifier au représentant légal de l'Association syndicale libre ou de l'Association syndicale autorisée l'avis de mutation dans les conditions de l'article 20 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 conformément à l'ordonnance n° 2004-632 du 1^{er} juillet 2004.

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

Article 29 – MISE A PRIX

Outre les conditions et charges ci-dessus, les enchères seront reçues sur la mise à prix fixée par le poursuivant soit :

- 1^{er} lot de vente (lots 50, 166 et 286) :
CINQUANTE SEPT MILLE EUROS (57.000 €),
- 2^{ème} lot de vente (lots 67, 70, 172, 272 et 273) :
CENT QUATRE VINGT QUATORZE MILLE EUROS (194.000 €)

Fait et rédigé à NANTERRE, le

Par Maître Séverine RICATEAU, représentant la SELARL SLRD,

Avocat poursuivant.

Approuvé lignes mots rayés nuls et renvois

VENTE SUR SAISIE IMMOBILIERE

ENCHERE
[REDACTED]

DIRE

L'AN DEUX MILLE VINGT CINQ ET LE :

Au secrétariat greffe du Juge de l'Exécution du Tribunal Judiciaire de NANTERRE, et par devant nous, Greffier, a comparu Maître Séverine RICATEAU représentant la SELARL SLRD AVOCATS, avocate au Barreau des Hauts de Seine, demeurant 95 avenue de Paris, 92320 CHATILLON et celui de la société [REDACTED] Société Financière, Société Anonyme au capital de 1.259.850.270 €, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS sous le numéro [REDACTED] SIRET 30249327500044, dont le siège social est situé 50 boulevard de Sébastopol, 75003 PARIS, agissant poursuites et diligences de son Directeur Général domicilié en cette qualité audit siège, poursuivant la vente dont s'agit,

LAQUELLE A DIT :

Que pour compléter la désignation des biens et droits immobiliers présentement mis en vente, elle donne ci-après photocopie :

1°/ du procès-verbal de description établi par Maître Fabien TOMMASONE, Commissaire de Justice à NANTERRE, le 8 octobre 2025,

2°/ du dossier technique établi par EXPIM, comprenant :

1^{er} lot de vente, lots 50, 166 et 286 :

- le certificat de superficie,
- le diagnostic relatif à la recherche d'amiante,
- l'état parasitaire,
- l'état de l'installation intérieure d'électricité,
- le diagnostic de performance énergétique,
- l'état des risques et pollutions ;

2^{ème} lot de vente, lots 67, 70, 172, 272 et 273 :

- le certificat de superficie,
- le diagnostic relatif à la recherche d'amiante,
- l'état parasitaire,
- l'état de l'installation intérieure d'électricité,
- le diagnostic de performance énergétique,
- l'état des risques et pollutions ;

Et a ledit Maître Séverine RICATEAU, signé avec Nous, Greffier.

SOUS TOUTES RESERVES